Benoît Lévesque, Gilles L. Bourque et Éric Forgues

MM. Lévesque et Forgues sont sociologues au département de sociologie de l'UQÀM
et M. Gilles L. Bourque est sociologue à la C.S.N.

(1997)

“La sociologie économique de langue française: originalité et diversité des approches”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Benoît Lévesque, Gilles L. Bourque et Éric Forgues

“La sociologie économique de langue française : originalité et diversité des approches”. Un article publié dans la revue **Cahiers internationaux de sociologie**, vol. 103, 1997, pp. 265-294. Paris: Les Presses universitaires de France.

Autorisation formelle de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales accordée respectivement par MM. Éric Forgues et Benoît Lévesque les 25 et 26 juillet 2006.

Courriels :

Benoît Lévesque : levesque.benoit@uqam.ca
Éric Forgues : forquee@UMoncton.CA
Billes L. Bourque : gilles.bourque@fondaction.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 27 juillet 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Benoît Lévesque, Gilles L. Bourque et Éric Forgues

“La sociologie économique de langue française:
originalité et diversité des approches”

Un article publié dans la revue **Cahiers internationaux de sociologie**, vol. 103, 1997, pp. 265-294. Paris: Les Presses universitaires de France.

Table des matières

[Résumé](#)

[Introduction](#)

[Le mouvement anti-utilitariste en sciences sociales \(MAUSS\) anti-économisme et normativité](#)

[De « l'économie contre la société » à l'économie solidaire](#)

[Les institutionnalistes français : des institutions aux organisations](#)

[Conclusion](#)

[Bibliographie](#)

Benoît Lévesque, Gilles L. Bourque et Éric Forgues

“La sociologie économique de langue française:
originalité et diversité des approches”.

Un article publié dans la revue **Cahiers internationaux de sociologie**, vol. 103, 1997, pp. 265-294. Paris: Les Presses universitaires de France.

Résumé

[Retour à la table des matières](#)

Il existe un renouveau de la sociologie économique de langue française relativement original par rapport à celui de langue anglaise, même si de nombreuses convergences peuvent également être relevées. Cet article présente, pour ce faire, trois tentatives : celle du mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales, celle de l'économie solidaire et celle des écoles de la régulation et des conventions.

Mots clés : Sociologie économique, Anti-utilitarisme, Économie solidaire, Régulation, Conventions.

SUMMARY

There is a resurgence *of* economic sociology in French, a comparatively original phenomenon in relation to English-speaking sociology despite the many points *of* convergence. To shed light on this phenomenon, three trends are presented : the antiutilitarian movement in the social sciences ; the approach *of* a plural economy including a civil and solidarity-based economy ; the regulation and convention theories.

Key words : Economic sociology, Antiutilitarianism, Civil and solidaritybased economy, Regulation, Conventions.

Introduction

Dans le renouveau de la sociologie économique de langue française, trois courants regroupent un nombre significatif de recherches formant des ensembles relativement cohérents. Ces trois courants ne se limitent pas à une critique des postulats de la science économique néoclassique mais tentent aussi bien de redéfinir ce qu'il faut entendre par activité économique que de proposer des analyses d'objets revendiqués presque exclusivement par la science économique.

Le mouvement anti-utilitariste en sciences sociales (MAUSS) anti-économisme et normativité

[Retour à la table des matières](#)

Le Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales (MAUSS) a été créé en 1980. Outre un « manifeste » intitulé *Critique de la raison utilitaire* (Caillé, 1989), le MAUSS a publié successivement le *Bulletin* puis la *Revue du MAUSS* ¹. Ces diverses publications proposent une manière féconde « de penser et d'analyser autrement l'économie » (Caillé, Guerrien, Insel, 1994, p. 4). En somme, le MAUSS constitue un lieu de débat ouvert à des chercheurs provenant d'horizons disciplinaires relativement divers (sociologie, science économique, anthropologie, géographie, histoire, philosophie ²), parta-

¹ Il existe maintenant trois séries. La première est celle du *Bulletin du MAUSS* (nos 1-25) ; la seconde, celle de la *Revue du MAUSS* (nos 1-16) et la troisième, celle de la *Revue trimestrielle du MAUSS*, qui a débuté en 1993 (nos 1-5 sq.).

² Le texte de l'appel lancé par le MAUSS pour la création d'un enseignement universitaire de socio-économie est signé par 96 personnes dont les appartenances disciplinaires sont la science économique (36), la sociologie (29) et les

geant le double objectif de renouvellement des approches et des pratiques économiques.

Même si les recherches et analyses du MAUSS ont porté sur une grande diversité de sujets et d'auteurs, nous limiterons nos commentaires à leur analyse de l'utilitarisme et du don.

La *Critique de la raison utilitaire* d'Alain Caillé vise à restituer l'irréductibilité du lien social au jeu des intérêts notamment économiques. L'anti-utilitarisme prend au sérieux le paradigme utilitaire, puisque le lien social n'est pas innocent de tout intérêt, mais il prétend montrer la face cachée de l'utilitarisme. Cette critique ne nie donc pas toute légitimité à l'utilitarisme, ce que pourrait laisser croire le nom du mouvement. Pour elle, la pensée sociologique aurait été une anti-économie, mais sa rupture avec l'utilitarisme fut incomplète puisqu'elle le restitue sous une forme collective. Aujourd'hui, la critique de l'économisme devient d'autant plus pertinente que le paradigme utilitariste et individualiste pénétrerait les sciences sociales de sorte que la sociologie elle-même « devient, dans son courant dominant, une économie politique généralisée » (Caillé, 1989, p. 42) et succombe à l'axiomatique de l'intérêt (Caillé, 1981).

Mais la critique du MAUSS considère également le danger inverse, qui guette les penseurs non-utilitaristes, principalement des philosophes, et qui incite à « dissoudre [l'action humaine] dans une ineffable indétermination » (Caillé, 1993a) et à la concevoir ainsi comme pure gratuité. C'est dès lors dans la tension entre ces deux pôles que peut émerger un nouveau paradigme qui, sans renier tous les acquis de l'utilitarisme, permettrait de penser sous un nouveau jour aussi bien l'action sociale que les liens sociaux. La réduction utilitariste en sciences sociales étant évacuée, il est possible de revenir à l'objet économique en montrant que même dans nos sociétés, contrairement à l'évidence commune, l'économie se déploie socialement, c'est-à-dire selon une rationalité spécifique à la reproduction du lien social.

autres disciplines (29) : anthropologie, histoire, géographie, gestion et philosophie, voir *Revue du MAUSS* (1994, p. 286).

Entre l'utilitarisme et la pure gratuité, ce nouveau paradigme puise ses racines dans l'essai sur le don de Marcel Mauss³ où il était déjà présent en germe et à l'œuvre. S'en inspirant avec audace, le MAUSS prétend à la différence d'avec lui que « le don est aussi moderne et contemporain que caractéristique des sociétés archaïques ; qu'il ne concerne pas seulement des moments isolés et discontinus de l'existence sociale, mais sa totalité même » (Godbout, 1992, p. 20). « Affirmer ainsi l'«originellité» du don, ou au moins une certaine originellité, de l'obligation de donner, recevoir et rendre, implique en toute rigueur qu'on ne saurait comprendre les sociétés modernes sans les penser en regard de cette originellité et que, notamment, leurs institutions les plus caractéristiques doivent être analysées comme autant de transformations et de spécifications survenues au sein du système global du don comme à l'extérieur de lui ; dans le droit fil de sa logique et en réaction contre lui » (Caillé, 1993, p. 4).

Dans cette perspective, nos sociétés se sont définies, et se définissent toujours, en relation avec le don, et son détour devient obligatoire pour saisir leur spécificité. Le don constitue un « phénomène social total » où se combinent tous les éléments d'une société : économique, politique, religieux, imaginaire, familial. Ainsi son étude pose d'emblée l'économie dans son insertion sociale, au point même de déboucher, comme nous le verrons, sur une sociologie générale ; l'étude du don n'étant rien moins que l'étude du fondement de la société. Pour bien saisir ce qui le caractérise, il importe de s'affranchir du paradigme utilitariste et d'adopter plutôt le langage de l'univers mythique ou religieux : « Le don atteint les couches universelles les plus profondes, celles dont parlent les mythes »(Godbout, 1992, p. 300).

Le don se saisit à travers trois moments qui se révèlent être trois formes d'obligation : donner, recevoir et rendre. C'est précisément dans le caractère obligatoire du don que réside son principal ressort. En effet, à la question de savoir pourquoi donner, l'anthropologue Godelier, dans une formule saisissante, affirme que « ce qui oblige à donner est précisément que donner oblige » (Godeher, 1996, p. 20). Or, cette obligation relève plus de la moralité que de la contrainte légale. Par exemple, si elle s'impose au sujet, ce dernier conserve une

³ Sur Marcel Mauss, on ne peut que recommander Marcel Fournier (1994).

marge de liberté qui renforce la valeur du don et lui donne tout son sens. Si bien que l'obligation dont il s'agit préserve un espace de liberté qui constitue le socle véritable du don.

Le don s'oppose à l'échange utilitaire, il renvoie à « toute prestation de bien ou de service effectuée, sans garantie de retour, en vue de créer, nourrir ou recréer le lien social entre les personnes » (ibid., p. 3). Si retour il y a de la chose donnée, il ne s'inscrit pas dans une logique de l'échange. Tirant leçon des travaux de Sahlins, Caillé affirme que « ce qui est rendu, n'est tenu à aucune condition de temps, de quantité ou de qualité » (Caillé, dans Godbout, 1992, p. 111). Le don s'oppose à l'utilitarisme, car la logique intéressée ne peut risquer l'incertitude qu'engendre le don. Dans la logique utilitariste, la perte de l'objet demande immédiatement compensation, tandis que le don diffère le moment du contre-don ; à travers lui, surgit le risque de ne pas obtenir de retour. Ainsi, même si le don oblige, le retour reste incertain et c'est dans cet espace d'incertitude que sont mis à l'épreuve la valeur du lien et les rapports personnels, la socialité des relations entre les personnes, « parce que plus j'ai la conviction, écrit Godbout (1992, p. 264) que l'autre n'était pas "vraiment" obligé de rendre, plus le fait qu'il rende a de la valeur pour moi parce qu'il signifie qu'il agit pour la relation, pour nourrir le lien que nous avons, pour... moi »,

Le don s'inscrit dans des rapports sociaux qu'il contribue à reproduire et à modifier dans toutes leurs dimensions sociales : il faut « concevoir le don comme formant système, et ce système n'est rien d'autre que le système social (...), le système des relations proprement sociales en tant que celles-ci sont irréductibles aux relations d'intérêt économique ou de pouvoir » (Godbout, 1992, p. 23).

C'est dans cette perspective que peut être comprise l'idée que la chose donnée véhicule l'âme de son propriétaire pour expliquer ce fait que le don oblige ⁴. En effet, avec cette idée que la chose donnée vé-

⁴ Voir la notion du *hau* reprise des Maoris par Marcel Mauss. Cela lui a valu les critiques de Lévi-Strauss qui l'accusait de s'être laissé mystifié par les représentations des populations qu'il étudiait : « Le *hau* n'est pas la raison dernière de l'échange : c'est la forme consciente sous laquelle des hommes d'une société déterminée, où le problème avait une importance particulière, ont appré-

hicule l'âme du donateur, apparaît en fait la valeur de lien qui l'unit au donataire. Ainsi, le rapport des personnes aux choses encode les rapports personnels : c'est par les objets donnés que s'expriment, se nouent et se dénouent les rapports personnels. Il s'agit bien de rapports sociaux spécifiques, soit des rapports personnels, qui s'opposent aux rapports anonymes engendrés par l'État et le marché. Si elle se démarque des logiques abstraites et anonymes de l'État et du marché, la logique du don s'immisce cependant dans leurs interstices. Elle demeure même au fondement du système social global des sociétés modernes : « C'est sur [le don] que se fonde la cohésion sociale de base, sur laquelle repose la "macro-cohésion" étatique et la "micro-cohésion" marchande » (Godbout, 1992, p. 265).

Sur ce point, des voix discordantes se font entendre, notamment celle de Godelier qui s'oppose à la conception de Caillé et de Godbout, selon laquelle le don constitue l'assise des sociétés contemporaines. Pour qu'un phénomène social soit total, rappelle Godelier, il ne suffit pas qu'il combine toutes les dimensions composant une société, il faut qu'il permette la représentation et la reproduction de la société comme un tout (Godelier, 1996, p. 58). Dans les sociétés modernes, le don ne constitue pas un phénomène social total, car les rapports personnels n'y jouent pas le rôle dominant et le désintéressement n'y est pas au fondement des rapports sociaux : « Le don existe mais il est libéré de toute la charge d'avoir à produire et à reproduire des rapports sociaux fondamentaux, communs à tous les membres de la société » (Godelier, 1996, p. 291). Sur un ton plus pessimiste, Godelier poursuit en soutenant que le don s'idéalise comme le rêve inversé du marché : « En s'idéalisant, le don "sans calcul" fonctionne dans l'imaginaire comme le dernier refuge d'une solidarité, d'une générosité dans le partage qui aurait caractérisé d'autres époques de l'évolution humaine. » En somme, le don répondrait aujourd'hui aux limites que rencontrent les sphères marchandes et étatiques. Serait-il en voie de devenir, par un renversement pervers de sa logique, un instrument des sphères utilitaristes par excellence que forment l'État et le marché ?

hendé une nécessité inconsciente dont la raison est ailleurs (Lévi-Strauss, 1995, p. xxxix).

Cette question nous ramène aux analyses du MAUSS. Ne transposent-elles pas trop rapidement aux sociétés modernes, voire postmodernes, la logique du don qui prévalait dans d'autres sociétés ? ⁵ N'idéalisent-elles pas ces autres sociétés en avançant qu'elles auraient résisté au paradigme utilitariste, au marché et à l'économie marchande, tout comme elles auraient résisté à l'émergence de l'État selon les analyses de Pierre Clastres (1974) ? N'y a-t-il pas là une projection ethnocentrique d'un projet normatif proprement occidental ? Enfin, on peut questionner l'importance accordée au don pour fonder une critique du paradigme utilitariste, en rappelant que Durkheim a érigé sa théorie sociologique à l'encontre du paradigme utilitariste en critiquant l'explication de l'échange par le seul jeu des intérêts et en démontrant le caractère objectif et moral de tout lien social ⁶. L'obligation prendrait ainsi d'autres formes que le don, qui perdrait alors de sa centralité théorique. On pourrait alors se demander si ce qui est véritablement central dans l'analyse du don, ce que le don fait ressortir, est ce qu'avait déjà mis en lumière Durkheim, à savoir l'obligation morale du fait social. Seulement, le médium à travers lequel s'impose le fait social prendrait des formes spécifiques selon les sociétés.

Dans sa réflexion sur la modernité et la post-modernité, Michel Freitag rejoint le projet du MAUSS qui consiste à repenser l'économie en l'insérant dans la société et, plus précisément, dans ses structures normatives. Même si son programme d'étude déborde de l'objet économique proprement dit, puisqu'il vise l'élaboration d'une sociologie

⁵ Dans un article récent, Caillé nuance ses positions en relativisant le statut du don dans les sociétés contemporaines, en ramenant ses manifestations au sein de la socialité primaire (Caillé, 1996, p. 218). Dans la mesure où les sociétés s'organisent pour l'essentiel à partir des formes de socialités secondaires, on peut questionner la pertinence de ce paradigme pour comprendre ces mêmes sociétés.

⁶ Dans un article pénétrant, Steiner (1992) souligne que Durkheim refait une lecture de la théorie de l'échange, à l'encontre des thèses utilitaristes de Spencer, en montrant que même le marché ne pourrait fonctionner par le simple jeu des intérêts. C'est parce qu'il comporte les caractéristiques de l'institution que le marché échappe à la seule logique des intérêts et de l'échange pour rejoindre celle de la solidarité, caractéristique du social. Ainsi, il n'a pas fallu attendre les études sur le don pour établir une critique de l'utilitarisme. Comme le montre l'analyse de Durkheim, on peut approcher l'échange économique le plus utilitaire dans une perspective anti-utilitariste.

générale dans le sens classique du terme, il a tout de même suffisamment abordé la question économique et de manière assez originale pour qu'il soit cité.

Comme le MAUSS, Freitag critique l'illusion objectiviste qu'induit la science économique. A bien le lire, on peut comprendre que, dans sa logique immanente et apparemment objective, l'économie moderne constitue en fait l'horizon normatif partagé par les membres des sociétés modernes. C'est dire que cette réification de l'économie demeure bel et bien un produit social, politique et pouvant désormais revêtir les couleurs de l'objectivité, tant il fait consensus aujourd'hui. En d'autres mots, l'économie peut soustraire ses fondements normatifs à l'espace politique de la discussion. C'est dans cette soustraction que naît l'idéologie objectiviste de la science et de la pratique économique, de même que l'autonomie de l'économie à l'égard de la société. Sur ce point, il importe de souligner que l'analyse de Freitag laisse toujours ouvert, au sein même de la théorie, un espace critique qui rend possible une pensée du « devoir-être » de l'économie. Dans une contribution plus récente, il écrit qu'« il est urgent d'inventer maintenant (...) de nouvelles *politiques économiques* communautaires, dans lesquelles les termes mêmes d'économie et d'économie politique retrouvent leur sens originel, étymologique » (Freitag, 1995, p. 12). En d'autres mots, il s'agit de renverser la subordination -pour ne pas dire la dissolution - de la société à l'économie, afin que l'économie n'apparaisse plus en opposition à la société. Certaines questions peuvent alors surgir. Tout d'abord, que vaut ce projet, une fois qu'on a mis en relief les dimensions sociale et normative de l'économie et même de l'économisme ? Quelle forme prendrait ce retour de la communauté ? Même si les auteurs du courant de l'économie solidaire ne s'inscrivent pas dans la problématique de la postmodernité, leur analyse et leur réflexion ne sont pas sans rapport avec celles-ci.

De « l'économie contre la société » à l'économie solidaire

[Retour à la table des matières](#)

Les recherches de plusieurs sociologues de langue française peuvent être regroupées sous deux thématiques liées étroitement entre elles : celle de « l'économie contre la société » et de l'économie solidaire ⁷. Il s'agit principalement des recherches des membres du groupe de travail de sociologie économique de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) et de celles du quasi-manifeste que constitue *Vers un nouveau contrat social* (Guy Roustang, Jean-Louis Laville, Bernard Eme, Daniel Mothé et Bernard Perret, 1996) ; La plupart des chercheurs qui publient dans la revue québécoise *Économie et solidarités*, que dirigent les sociologues Carol Saucier et Louis Favreau, s'inscrivent également dans cette approche de l'économie solidaire ⁸. De plus, les ouvrages publiés par Desclée de Brouwer dans la collection « Sociologie économique » que dirige Jean-Louis Laville, contribuent également à cet effort de renouvellement de la sociologie économique.

En cohérence avec l'analyse régulationniste sur laquelle nous reviendrons, les auteurs de ce second courant considèrent que la crise de la société salariale oblige à repenser radicalement non seulement le

⁷ L'expression « l'économie contre la société » est efficace mais pas nécessairement heureuse puisqu'elle laisse supposer que l'économie et la société sont deux entités séparées. Il s'agit en fait du problème des transformations économiques et de l'exclusion sociale dont la solution appelle une économie solidaire.

⁸ Il s'agit de la revue *Coopératives et développement*, revue du Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives, qui a changé de nom pour bien indiquer l'intérêt qu'elle porte à l'économie solidaire. Voir à ce sujet l'article de Louis Favreau et Carol Saucier (1996), deux sociologues qui sont respectivement rédacteur et directeur de cette revue.

rapport entre l'économie et le social, mais également ce qu'il faut entendre par économie.

Comme précédemment, nous nous arrêterons principalement sur deux contributions représentatives de ce courant, celle de Bernard Perret et de Guy Roustang sur le rapport économie et société, d'une part, et celle de Bernard Eme et Jean-Louis Laville sur l'économie solidaire, d'autre part.

L'économie contre la société de Perret et Roustang (1993) se situe en continuité avec la vision de Polanyi (1944 et 1983), selon laquelle l'économie serait désencastrée du social dans les sociétés où prédomine la régulation marchande concurrentielle (« l'autorégulation par le marché »). Partant de là, Perret et Roustang font l'hypothèse que nous sommes dans une phase de transition qui ouvrirait sur une nouvelle grande transformation, sans sortir pour autant du capitalisme bien que les limites sociales de la croissance économique soient maintenant manifestes. Plusieurs mutations en cours laissent présager « la fin du cycle inauguré par l'économie politique du XVIII^e siècle » (Perret et Roustang, 1993, p. 124). Ces mutations historiques s'expriment à travers la fin du communisme, l'affaiblissement des forces de contestation du système capitaliste et les logiques de dissociation qui menacent les sociétés démocratiques. Deux crises surgissent donc de la conjonction de ces mutations. La première met en cause l'équilibre entre l'accumulation du capital, l'institutionnalisation de la lutte des classes et le progrès social. Ce déséquilibre se traduit en fait par un déficit des ressources sociales liées à l'intégration des populations - ce qui a par ailleurs été bien mis en évidence par Rosanvallon (1981 et 1995). La seconde touche aux représentations de la société et de son horizon utopique qui rend difficilement envisageable l'émancipation de l'individu par l'économie : cette dernière crise concerne tout autant le courant libéral que le courant marxiste.

Si le travail permet certes de produire les conditions matérielles à la société, celui-ci ne garantit plus l'intégration sociale de ses membres. L'écartèlement entre la reproduction et l'intégration par le travail apparaît nettement avec la crise actuelle de l'emploi qui est en même temps une crise de l'intégration par le travail. Cette double crise constituerait « un aboutissement et non [une] scorie transitoire du dévelop-

pement économique » (Perret et Roustang, 1993, p. 128). De plus, comme la production est un phénomène de plus en plus collectif, « l'individualisme productiviste est donc un mythe de moins en moins conforme à la réalité du fonctionnement de l'économie et de la société » (Perret et Roustang, 1993, p. 131). En conséquence, il faut s'en écarter pour aborder la crise de l'emploi d'une manière plus adéquate à la réalité.

Cela n'empêche pas Perret et Roustang de bien mettre en lumière l'ambiguïté du travail salarié qui a été indissociablement vecteur d'exploitation et d'émancipation. Dans la société dite salariale, le travail salarié dans sa forme typique a permis d'accéder à la sphère publique de trois façons : en premier lieu, par la reconnaissance de l'utilité sociale qu'assure la validation par le marché (en l'occurrence le marché du travail) ; en deuxième lieu, par la reconnaissance et la socialisation qu'assure le travail salarié au sein d'une entreprise ou d'une organisation (et donc d'un collectif) ; en troisième lieu, par la reconnaissance des droits des salariés et notamment celui de la négociation collective. Ces considérations, que l'on retrouve également dans les analyses de Jean-Louis Laville (1994), laissent bien voir les limites de l'économie domestique et informelle pour penser des alternatives au travail salarié dans la mesure où cette économie tire ses acteurs dans la sphère du privé et de la domesticité. De ce point de vue, la distinction d'un ordre politique et d'un ordre économique est à maintenir, même si leur articulation est à repenser. Si l'économie monétaire n'est pas dépourvue d'un caractère émancipateur, elle présente des dangers certains lorsqu'elle veut s'étendre à la totalité de la vie sociale.

Par ailleurs, cette analyse permet d'identifier les conditions nécessaires pour que les *activités autres que salariées* puissent favoriser une véritable insertion sociale à une époque où le chômage de masse remet en cause les fondements de la société salariale. Perret et Roustang prennent ainsi leur distance par rapport aux analyses bien connues de Gorz (1988). En effet, à la différence de ce dernier, ils montrent que l'extension de la sphère marchande ne signifie pas automatiquement un renforcement de la dépendance puisque cette dernière peut être circonscrite par les formes institutionnelles dans lesquelles s'inscrit l'activité marchande, tel le travail salarié. Ce faisant, ils refusent d'établir une coupure nette entre activités autonomes et activité

hétéronomes puisque « l'économie de marché est indissolublement liée aux valeurs fondamentales de l'individualisme et de la démocratie » (Perret et Roustang, 1993, p. 159) ; ils proposent une ouverture vers ce qu'ils appellent une « économie plurielle » où les divers types d'activités économiques prennent une signification différente selon les formes institutionnelles dans lesquelles elles s'inscrivent et non selon la nature de l'activité, comme l'avance Gorz.

L'économie solidaire, d'un point de vue descriptif, renvoie à des activités relevant principalement des services de proximité et des initiatives locales ayant pour objectif le renforcement de la cohésion sociale et la création d'emplois. Le secteur des services relationnels qui concernent entre autres l'éducation, les services sociaux, la santé, les loisirs, suppose l'interaction directe d'un prestataire et d'un usager ⁹. À la différence des services standard que sont les assurances et les services financiers, par exemple, les services relationnels ne permettent pas de grands gains de productivité alors que la demande augmente, ne serait-ce qu'en raison du vieillissement de la population ¹⁰. La réponse marchande à ces besoins néglige la demande non solvable de ceux et celles qui sont exclus du marché du travail ou qui ont des emplois précaires. Par ailleurs, la réponse étatique se heurte non seulement à la crise financière des États, mais plus profondément à l'incapacité d'implication des usagers et de mobilisation des ressources de proximité. Dans cette visée, l'économie solidaire se situe au cœur de la reconfiguration de l'État-providence et des régulations concernant le rapport entre l'économie et le social.

⁹ Aussi bien Laville que Roustang font référence sur ce point à Gadrey qui emploie l'expression « rapports sociaux de service » (Gadrey, 1990 et 1992).

¹⁰ Dans un ouvrage récent, Gadrey (1996, p. 21) explique que si l'on sort du paradigme statistique dominant, productivité et croissance ne veulent pas dire grand-chose. Par ailleurs, si l'on tient compte de la valeur ajoutée en services rendus et d'une évaluation à multiples critères, il est possible qu'il y ait création d'emplois et de bonnes marges de profit sans que les gains de productivité tels que définis traditionnellement reflètent cette situation, comme en témoigne le secteur de l'alimentation aux États-Unis. D'où la nécessité de prendre en compte l'effet qualité et l'effet service que néglige le concept traditionnel de productivité.

De ce point de vue, l'économie solidaire ne constitue pas seulement une nouvelle génération d'économie sociale. Elle propose également une approche théorique différente de celle de l'économiste Claude Vienney (1994) pour rendre compte de ces initiatives et entreprises. Tout en reconnaissant une dette à l'égard de ce dernier, Laville laisse bien voir l'insuffisance d'une approche par les règles et la rationalité des acteurs, qui sous-estime l'importance de la réciprocité dans l'émergence de ces initiatives relevant de l'économie sociale. De plus, cette théorie de l'économie sociale, qui relève trop exclusivement du paradigme de l'intérêt, occulte « la dimension intersubjective de l'action organisée » (Laville, 1995, p. 77). On entrevoit une convergence de l'économie solidaire avec la critique de l'utilitarisme.

Concrètement, les initiatives d'économie solidaire proviennent principalement de la société civile. À l'origine, on retrouve une impulsion réciprocitaire, comme le montre la mobilisation des citoyens d'une commune pour se donner des activités de loisirs ou encore celle des parents d'un quartier pour se donner des services de garde pour les enfants en bas âge (Laville, 1992 ; Lévesque, 1994). Avec l'aide de professionnels, en chômage ou non, les usagers définissent leur besoins et par suite les services pour y répondre (Bélanger, Lévesque et Plamondon, 1987). C'est ce que Laville appelle la construction conjointe de l'offre et de la demande par les usagers et les professionnels directement impliqués. Par la suite, à travers des programmes pilotes ou *ad hoc*, on obtiendra l'aide financière de l'État conformément à son rôle dans la redistribution, alors que certains usagers, dans la mesure de leurs moyens, pourront payer une partie du service. En somme, l'économie solidaire permet une hybridation des économies marchande, non marchande (redistribution) et non monétaire (réciprocité).

Dans la période de l'après-seconde guerre mondiale, l'économie non monétaire (réciprocité et administration domestique) était marginalisée par l'élargissement du marché ou encore par l'étatisation des initiatives associatives les plus dynamiques (Laville, 1992). La mondialisation et notamment l'ouverture des marchés, de même que les effets pervers résultant de l'exclusion des usagers et des professionnels dans la définition des services de l'État-providence, mettent fin à ce cercle vertueux. Comme le montrent des recherches québécoises, l'in-

térêt et la pertinence des expérimentations de l'économie solidaire valent non seulement pour *elles-mêmes*, mais également pour leur capacité à contribuer au renouvellement aussi bien du secteur étatique que du secteur privé, à travers entre autres le partenariat ou même le contrôle de parts significatives du marché (Bélanger, Boucher et Lévesque, 1994).

Cette approche est en rupture avec une analyse des expérimentations du secteur associatif comme seule résistance à l'érosion de l'État-providence ou même à l'extension de l'économie marchande, puisqu'elle cherche à montrer comment l'économie solidaire participe à la mise en place d'une synergie État-Marché-Société civile (acteurs associatifs) qui favorise un élargissement de la démocratie et un refaçonnage conséquent des institutions. Dès lors, l'économie solidaire ne se réduit pas à sa dimension fonctionnelle ou même organisationnelle, elle participe au changement des institutions, des formes de régulation et en somme du système politique. Les recherches montrent ainsi que les acteurs impliqués dans ces « entreprises » ne sont orientés ni exclusivement par l'intérêt ni par « le seul prisme des choix rationnels ». Ils s'inscrivent dans une logique de la confiance personnalisée et de la réciprocité et plus largement de la promotion d'un bien commun élaboré à partir de débats dans des collectivités concrètes.

Réalisant une articulation nouvelle entre le politique, redéfini, et l'économie, élargie, l'économie solidaire acquiert une valeur exemplaire aussi bien pour l'ensemble du champ politique, qui dérive vers la seule démocratie libérale, que pour le champ économique, que sa seule logique marchande enferme dans le calcul rationnel égoïste. Si le passage aux droits sociaux individuels a constitué un progrès important par rapport aux solidarités communautaires qui entretenaient la dépendance, il apparaît aujourd'hui que ce développement des droits individuels est insuffisant pour répondre, par exemple, aux problèmes de l'exclusion sociale. Il en résulte donc une métamorphose de la question sociale (Castel, 1995). Dans cette visée, Guy Roustang, Jean-Louis Laville, Bernard Eme, Daniel Mothé et Bernard Perret (1996, p. 132) proposent un nouveau contrat social qui permettrait entre autres « le passage d'un État-providence à un État solidaire dont l'appui financier renforcerait des activités qui recréent le tissu social et favorisent la prise en charge collective de problèmes quotidiens ». Un sur-

saut de la démocratie est donc nécessaire, mais il ne saurait survenir sans des conditions, dont la première est la revalorisation du débat public, y compris à l'échelle locale. Cette proposition rejoint à bien des égards les propos de Dominique Méda lorsqu'elle montre comment « le défi des Temps modernes consiste donc à reconnaître l'individu tout en l'intégrant dans une communauté de droits et de devoirs qui ne se résume pas au simple échange marchand » (Méda, 1995, p. 276). Même si l'auteur se situe dans une démarche différente, plus philosophique que sociologique, *Le travail, une valeur en voie de disparition* constitue de ce point de vue une lecture nécessaire pour prendre la pleine mesure des enjeux sociaux concernant la redéfinition de l'État et de son rapport à l'économie.

Les institutionnalistes français : des institutions aux organisations

[Retour à la table des matières](#)

L'école de la régulation et celle des conventions appartiennent toutes deux au courant institutionnaliste français, un courant qui a toujours été attentif aux dimensions historiques et sociales de l'économie (Baslé et al., 1988). L'école de la régulation est apparue dans la seconde moitié des années soixante-dix avec la publication de la thèse d'Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme* (1976), alors que l'économie des conventions s'est fait connaître par un numéro spécial de la *Revue économique* (1989) qui lui était entièrement consacré. L'école de la régulation est connue à l'échelle mondiale ¹¹, tandis que l'économie des conventions l'est plutôt en France ¹² où elle a inspiré de très

¹¹ En 1988, Boillot écrit : « Bien que très franco-français, au départ, son extension à l'échelle mondiale est indéniable si l'on en juge par les traductions de ses textes canoniques en de multiples langues ou par l'article qui lui est consacré par le dictionnaire anglo-saxon Palgrave. De l'Espagne à l'Amérique latine, des États-Unis au Japon, les textes de M. Aglietta, R. Boyer, J. Misral, A. Lipietz, B. Coriat et de bien d'autres sont disponibles et lus par des confrères de pays variés » (Boillot, 1988, p. 478).

¹² L'Américain Michael Storper a mené des recherches avec Robert Salais (Salais et Storper, 1993).

nombreux travaux au cours des dernières années. Ces deux approches ne sauraient être confondues puisque l'une s'inscrit explicitement dans une approche d'inspiration holiste, marxiste et keynésienne, alors que l'autre affirme clairement son appartenance à l'individualisme méthodologique qu'elle redéfinit par ailleurs (Livet et Thévenot, 1994). Cela dit, elles se complètent puisque l'une centre ses recherches sur les changements institutionnels et notamment les formes de régulation socio-économique, alors que l'autre explore les formes de coordination qui sont nécessaires pour rendre compte du bon fonctionnement des organisations lorsque l'on suppose l'autonomie des acteurs individuels.

Bien qu'élaborées principalement par des économistes, ces deux approches franco-françaises ont suscité beaucoup d'intérêt de la part de sociologues, qui ont joué un rôle relativement déterminant dans leur élaboration, directement dans le cas de l'économie des grandeurs (Boltanski et Thévenot, 1989 et 1991) et de manière plutôt indirecte pour l'école de la régulation ¹³. De plus, ces approches exercent une influence diffuse mais forte sur la plupart des sociologues de l'économie qui sont engagés dans la recherche empirique. Dans cette double visée, elles constituent deux contributions originales pour le renouvellement de la sociologie économique de langue française.

Dans l'analyse régulationniste, la forme marchande, entendue comme un rapport de biens produits séparément dont la validation est réalisée par le marché, perd le caractère « mystique » que lui attribue le paradigme néoclassique en la ramenant à la codification de relations particulières. Le marché devient une institution comme les autres et non une alternative à une économie sans institution (Boyer, 1995, p. 534). Il s'intègre dans un ensemble plus vaste de codifications sociales selon des combinaisons, des dynamiques, des espaces de régulation et des trajectoires nationales (Boyer et Saillard, 1995).

L'école de la régulation constitue ainsi un bel exemple de renouvellement de la pensée économique en remettant les rapports sociaux

¹³ Parmi les influences sur leur approche, les régulationnistes ont eux-mêmes identifié certains historiens de l'École des Annales (Boyer, 1989) et des sociologues tels Touraine, Giddens et Bourdieu (Lipietz, 1988).

au centre de l'analyse. Nouvelle pour les approches d'inspiration marxiste, la notion de mode de régulation, à laquelle on fit appel pour expliquer les périodes de relative stabilité et celles de crise, désignait un ensemble cohérent de mise en forme de divers rapports sociaux (des formes structurelles telles que les institutions, les nonnes et la routine sociale) formant système et assurant une régularité à ces rapports dans une société donnée pour une période donnée. Dans cette perspective, il devient alors implicite que les cadres sociaux généraux conditionnent les activités économiques, et que les grandes crises sont non seulement économiques mais aussi Politiques et culturelles (Boyer, 1995a et 1995b ; Lipietz, 1989 et 1984).

Grâce à un ensemble hiérarchisé de notions intermédiaires, la perspective des régulationnistes permet de dépasser la notion trop globalisante de mode de production et de rendre compte autant de la diversité géographique des capitalismes que de la variabilité temporelle de la configuration des formes sociales. Elle aura ainsi produit une périodisation plus précise que celles proposées jusqu'ici, en mettant en évidence la spécificité maintenant bien établie de la croissance d'après-guerre, caractérisée par le compromis dit fordiste du rapport salarial (Aglietta, 1976 ; Aglietta et Brender, 1984 ; Coriat, 1979).

Par rapport aux analyses sociologiques d'inspiration marxiste, celles des régulationnistes ont l'avantage de traiter les rapports de travail sans les réduire à un rapport d'exploitation, orientant plutôt la recherche sur les formes structurelles qui résultent de compromis sociaux entre les acteurs sociaux et donc collectifs.

Toutefois la centralité du rapport salarial tel qu'affirmé par les régulationnistes a fait l'objet de nombreuses critiques de la part notamment des sociologues et des politologues qui s'y sont intéressés (Boismenu et Jalbert, 1991). En effet, l'économie, l'État et *a fortiori* la société ne sauraient être analysés en s'en tenant aux seuls rapports de travail et au seul domaine de l'industrie comme si les services publics et privés s'y réduisaient (Théret, 1992 et 1995 ; Gadrey, 1996 ; Delormne et André, 1983). Un moyen de dépasser ces limites est de « sociologiser » l'approche de la régulation en considérant que les organisations et les activités économiques peuvent être analysées selon les trois dimensions que l'on retrouve chez Touraine, celle des acteurs

sociaux (anciens et nouveaux), celle des compromis institutionnalisés et celle enfin des formes concrètes de coordination (niveau organisationnel) ¹⁴. Conformément au projet régulationniste, la dimension des rapports sociaux reste au centre de l'analyse. C'est à ce niveau que s'affrontent les groupes ou les mouvements sociaux autour des enjeux du pouvoir, de la détermination des orientations normatives et du contrôle des ressources (Touraine, 1973). Les rapports sociaux relèvent ainsi davantage de confrontations et de compromis entre des modèles culturels, ou encore d'interprétations conflictuelles d'enjeux sociaux, que du partage d'un même ensemble de valeurs communes. La dimension institutionnelle s'exprime à travers les mécanismes où s'élaborent les décisions légitimes et s'établissent les règles du jeu. Les formes que prennent ces mécanismes sont toujours des compromis entre les groupes sociaux, dont la légitimité dérive du modèle culturel dominant et d'une hiérarchie donnée, donc des rapports sociaux. En complément, par dimension organisationnelle, il faut entendre les formes de division du travail et les mécanismes d'intégration et de coordination des activités, mais à l'intérieur de types d'autorité déterminés par les formes institutionnelles ou les rapports sociaux. Toutefois, ces dimensions constitutives sont inscrites dans un processus de dépendance mutuelle puisque chaque dimension possède sa propre autonomie, ses acteurs, sa culture et ses enjeux (Bélangier et Lévesque, 1992). Donc la hiérarchie des dimensions peut se renverser lorsque émergent de nouvelles formes de coordination dont la dynamique conduit à la contestation et à la transformation des formes institutionnelles qui peuvent mener à une nouvelle configuration de la société, dans la mesure où elles débouchent sur de nouvelles interprétations des conflits ou de formulations des enjeux.

¹⁴ Sur ce point, il faut dire que l'approche que nous proposons se distingue de celle de Touraine non seulement par l'intégration des régulationnistes, mais également par le fait que nous supposons que les nouveaux mouvements sociaux ne succèdent pas aux anciens, au mouvement ouvrier, mais que les deux peuvent agir simultanément. De plus, l'institutionnalisation du mouvement ouvrier n'est pas à sens unique puisque justement les crises peuvent remettre en cause les compromis antérieurs et les formes institutionnelles qu'ils avaient produits.

Le cadre théorique proposé ¹⁵ permet non seulement de trouver une réponse à la critique principale adressée aux analyses régulationnistes, la centralité du rapport salarial et du monde industriel, mais également de mettre en lumière une nouvelle forme institutionnelle, le rapport de consommation et l'importance des services. Il devient alors possible de rendre compte de l'État-providence autrement que comme une simple extension du rapport salarial. Si le fordisme est le produit d'un type de compromis en vertu duquel les travailleurs reçoivent une partie des gains de productivité en échange de la reconnaissance des droits de gérance (et donc leur exclusion de l'organisation du travail), de même le providentialisme résulte d'un compromis dans les services collectifs où les usagers obtiennent un accès relativement universel et gratuit mais s'en remettent à une administration de type bureaucratique pour la définition des besoins et donc des services (ce qui entraîne également une exclusion au plan de la démocratisation puisque cette dernière est définie exclusivement en termes d'accès aux services) (Bélanger et Lévesque, 1991, pp. 37-38).

Depuis près d'une dizaine d'années, cette approche, qui combine à la fois celle de l'école de la régulation et celle des nouveaux mouvements sociaux, a inspiré de nombreuses recherches, notamment au Québec comme en témoignent les travaux du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats (CRISES). Ces recherches portent principalement sur trois chantiers : celui de la réorganisation du travail et la participation des travailleurs dans les entreprises et les services publics (Bélanger, Grant et Lévesque, 1994 ; Grant, Bélanger, Lévesque, 1997) ; celui de l'économie sociale et de l'économie solidaire (Klein et Lévesque, 1995 ; Favreau, Lévesque, 1996) ; enfin celui des orientations stratégiques mises de l'avant par les acteurs sociaux et entre autres par les syndicats et les associations patronales (Boucher, 1992 ; Lapointe et Bélanger, 1996). Ces trois chantiers partagent une même approche méthodologique centrée

¹⁵ Ce cadre théorique a été élaboré par le Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats (CRISES) qu'animent Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque. Ce collectif regroupe une quinzaine de professeurs des universités québécoises dont la plupart sont sociologues de même qu'une quarantaine d'assistants pour la plupart en rédaction de thèses en sociologie (Ph. D.).

sur les études de cas et une même problématique, celle de la mise en place d'un modèle de développement différent du fordisme et du providentialisme (Bélanger et Lévesque, 1995).

Si les chercheurs s'intéressant en particulier aux entreprises ont dû combiner l'approche de la régulation avec d'autres apports, c'est que l'approche de la régulation n'offre pas les instruments théoriques appropriés pour l'analyse minutieuse des organisations que supposait pourtant son programme de recherche, ce qui explique sans doute le grand intérêt qu'a suscité l'apparition de l'économie des grandeurs et des conventions.

Apparus tous deux au milieu des années 1980, ces deux programmes de recherche, quoique intimement liés, méritent une distinction préalable ¹⁶. Le premier nous propose un cadre théorique généralisable à toutes les disciplines des sciences sociales, dans la mesure où il construit des équivalences permettant de détacher *l'instrumentation conceptuelle* des objets d'analyse propres à chacune des disciplines, et par la même occasion « de comprendre dans une formulation commune la composition [des] divers univers de référence » (Thévenot, 1986). Quant au second, il vise plus spécifiquement le renouvellement de la discipline économique en proposant un ensemble de voies alternatives pour dépasser le réductionnisme néoclassique. Bien que l'économie des conventions s'inspire largement des idées issues des économies de la grandeur dans son questionnement sur la coordination des activités économiques, elle fait aussi appel à de nombreux autres courants critiques de la théorie économique standard.

La contribution de ces deux programmes de recherche à la sociologie économique francophone se mesure par l'apport d'une théorie de la pluralité des registres d'action qui s'exerce à travers la diversité des grandeurs et des conventions. Par grandeur, il faut entendre l'état de qualification dans lequel se trouve une personne, en fonction d'un ordre de légitimité fondé sur un principe de justice. Boltanski et Thévenot (1991) ont identifié six de ces ordres de légitimité ou « modèles de

¹⁶ Cette distinction n'est pas toujours claire, les deux programmes étant étroitement emboîtés l'un dans l'autre. Thévenot lui-même, dans un entretien avec Dosse (1995, p. 285), reconnaît l'équivoque.

cités » : inspiré, domestique, de l'opinion, marchand, civique et industriel. Construit au fil de l'histoire, chacun de ces modèles de cités, après avoir atteint une certaine stabilité, sinon une hégémonie, aurait à un moment donné été formulé dans un ouvrage majeur de philosophie politique. Mais c'est parce qu'ils sont simultanément présents dans les sociétés modernes que l'on peut maintenant parler de la diversité des principes de justice ou de la pluralité des registres d'action sur lesquels les personnes peuvent s'appuyer ou auxquels ils peuvent faire appel. Située à l'intérieur des problématiques de la sociologie, une telle approche, qui attribue aux personnes des compétences de jugement et qui cherche à saisir les conflits entre principes de justice dans les interactions quotidiennes entre les personnes, serait une sociologie de la critique (Dodier, 1992 ; Piette, 1994).

Considérant les études empiriques menées dans le cadre de ce programme de recherche, l'intérêt pour la sociologie économique est évident. L'entreprise comme terrain d'enquête a été particulièrement privilégiée parce qu'on y trouve rassemblés, sous diverses formes et dans des combinaisons variées, les six modèles de justice mentionnés plus haut. L'obligation de résultats qu'entraîne ce type d'organisations rend nécessaire le compromis pour gérer les disputes et dépasser les oppositions naissant de la rencontre des mondes présents. Plusieurs des études menées dans ce cadre ont été publiées dans les *Cahiers du centre d'études de l'emploi* (CEE). Une première série fut rassemblée autour d'une démarche de construction de modèles d'entreprises, modèles dont les dispositifs composites identifiés permettaient de relativiser la trop forte cohérence parfois imposée à de telles analyses (Eymard-Duvernay, 1987). Une autre série d'études, rassemblée par Boltanski et Thévenot (1989) sur le thème de la justesse et la justice dans le travail, a poursuivi cette démarche en développant en particulier de nouveaux instruments de codage des matériaux empiriques. Dans l'ensemble, ces travaux constatent que la tendance à la flexibilisation des dispositifs de la logique industrielle entraîne en retour la nécessité de dépasser l'instabilité de la logique marchande, conduisant ainsi de plus en plus fréquemment à des compromis avec la logique domestique fondée sur la confiance, la relation à long terme et l'engagement, d'où la popularité croissante des nombreuses formes de partenariat.

Les travaux consacrés aux organisations productives ne se cantonnent pas dans les entreprises. C'est par exemple à l'analyse de la forme institutionnelle associative que s'intéresse pour sa part B. Enjolras (1995). Insatisfait des approches sociologiques ou économiques traditionnelles qui n'arrivent pas à tenir compte de sa spécificité d'être simultanément un corps intermédiaire et un acteur économique, l'auteur l'appréhende en tant que « dispositif de compromis entre les grandeurs » grâce auquel se met en forme un type particulier de relations. Enfin, c'est également sur ce type de relations propres à l'économie sociale ou solidaire que Thévenot se penche (1992, 1994) lorsqu'il tente d'identifier et de comprendre les nouvelles figures de compromis que constituent les diverses formes de partenariat, mot d'ordre dominant depuis ces dernières années.

Quant à l'économie des conventions, sans renoncer aux principes de l'individualisme méthodologique, elle en rejette néanmoins le réductionnisme qu'elle considère comme le handicap le plus sérieux du paradigme néoclassique (Dupuy *et al.*, 1989). En considérant les conventions à la fois comme des résultats d'actions individuelles et comme des cadres normatifs contraignant les sujets, ces auteurs font valoir la nécessité de dépasser l'opposition entre individualisme et holisme. En visant la production d'un modèle général de la coordination économique par les conventions (Orléan, 1994a), on vise à insérer ces activités dans un ensemble de relations sociales, autres que marchandes, reconnaissant le rôle important joué par ces formes de coordination.

Parmi les travaux produits par ce courant, deux thèmes ont été particulièrement bien développés : l'institution monétaire et les conventions du travail. En ce qui touche le premier, les recherches d'Orléan (1986, 1989) ont démontré l'étroitesse de la vision néo-classique d'une monnaie neutre dont la valeur varierait selon les préférences d'une multitude d'agents isolés. Il suggère au contraire que le marché financier ne peut fonctionner que sur la base d'une coordination *a priori* des anticipations. Cette coordination s'exprime à travers des conventions, c'est-à-dire la construction sociale de représentations collectives servant de références communes aux agents individuels. Ainsi, l'arbitrage privé est remplacé par un arbitrage social, et toute crise monétaire est d'abord une crise de cet arbitrage social.

Les conventions du travail ont également fait l'objet de nombreuses études. Reprenant le concept de « marché interne de travail » des institutionnalistes américains, Favereau (1989, 1994) suggère par exemple une nouvelle typologie à l'intérieur de laquelle ces marchés internes sont considérés comme des organisations antimarchés. Ces modes d'allocation des ressources, créés à travers des processus complexes d'apprentissage individuel et collectif, produiraient de nouveaux objets de compromis sous la forme de règles, de normes ou de conventions en réponse aux incertitudes de la relation marchande. Salais et Storper ont approfondi cette réflexion en s'intéressant plus spécifiquement aux relations de travail (Salais, 1989 ; Salais et Storper, 1993). Définissant les conventions comme des schémas de coordination entre les personnes, ils ont eux aussi produit une typologie de « mondes possibles de production » en combinant des conventions de qualité, de travail, d'identité ou de participation. Les conventions de qualité expriment des formes de coordination différenciées selon que les produits sont standardisés ou spécialisés. Les conventions de travail (de productivité et de chômage) naissent et agissent au niveau du rapport salarial et relèvent de l'utilisation des objets techniques ou de la validation des produits. Enfin, alors que les conventions d'identité sont productrices d'identités sociales, les conventions de participation s'expriment plutôt au niveau des sphères de la négociation et du débat.

Les programmes de recherche des grandeurs et des conventions expriment bien ce renouvellement de la réflexion sur les phénomènes économiques et leur ouverture à une collaboration avec les sociologues ouverts à l'individualisme méthodologique, tel que par exemple Jean-Daniel Reynaud (1989). Sur la contribution de la sociologie au renouvellement des approches, l'apport des conventionnalistes demeure complexe, voire contradictoire. Le caractère inachevé des cadres proposés et la pluralité des démarches suivies par les auteurs de cette école n'empêchent pourtant pas la production d'innovations. Par exemple, l'articulation proposée entre les sciences cognitives et économiques, tout en poursuivant la réflexion déjà initiée par H. Simon il y a une quarantaine d'années sur la rationalité limitée des acteurs, représente un potentiel important autant pour le dépassement du réductionnisme néoclassique que pour le renouvellement du keynésianisme (Favereau, 1989 ; Orléan, 1989). Les conventions pensées en termes

d'apprentissage individuel et collectif en situation d'incertitude débouchent ainsi sur un élargissement ou une redéfinition de l'objet économique. Il s'ouvre sur le social, c'est-à-dire sur les liens sociaux à travers lesquels les personnes interagissent entre elles dans leurs activités économiques. Dans ce programme, les personnes remplacent les agents atomisés et la diversité des êtres collectifs (règles, conventions et institutions) se substitue au monopole des mécanismes marchands, qui ne constituent plus que l'un des mondes présents. En ce sens, les prétentions maintes fois exprimées de conserver l'essentiel de l'individualisme méthodologique ou de ne pas utiliser les collectifs comme catégories d'analyse auraient besoin d'être relativisées.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de ce survol des principales contributions en sociologie économique de langue française, il faut rappeler que notre objectif de départ n'était pas d'être exhaustif mais *d'identifier les principales tentatives de renouvellement des approches théoriques* depuis les années 1980. Dans cette visée, nous avons cherché, en premier lieu, à rendre compte des principaux courants qui exercent des effets structurants sur la pensée sociologique à travers des réseaux tels les groupes de recherches et les associations, d'une part, et des instruments de diffusion telles les revues et les collections, d'autre part. En deuxième lieu, nous avons donné priorité aux courants qui tentent de rendre compte de l'économie comme totalité et qui sont engagés dans une réflexion sur une analyse concurrente à celle qu'offre la science économique à dominante néoclassique. En conséquence, nous avons exclu les recherches qui se limitent soit à une sociologie appliquée au domaine de l'économie, soit à un sous-champ de la sociologie économique. Concrètement, le découpage opéré pourrait ne pas faire l'unanimité notamment parce que les frontières ne sont pas étanches et que les appartenances des chercheurs sont souvent multiples et variables dans le temps.

Même dans le cadre de ces limites, l'aperçu que nous proposons demeure certainement incomplet mais il laisse voir assez clairement la richesse et l'importance des contributions de langue française. Il révèle entre autres que l'absence de ces contributions dans les « revues de littérature » publiées en anglais résulte plutôt de la barrière des langues que de l'absence de contributions significatives. De part et d'autre, il y a là une perte évidente. En conclusion, nous voudrions offrir quelques pistes pour une comparaison du renouveau de la sociologie économique de langue française avec celui de la sociologie économique de langue anglaise.

La comparaison systématique des courants de langue française avec ceux de langue anglo-saxonne dépasse manifestement le cadre de la présente contribution. Dans cette visée, nos commentaires constituent plus des hypothèses pour une recherche à faire que des conclusions bien appuyées. Une telle comparaison rencontrerait de nombreuses difficultés dont la première est sans doute la diversité des tentatives de renouvellement de la sociologie économique dans les deux langues. Richard Swedberg a bien montré dans sa contribution la diversité du courant de la *New Economic Sociology* (NES) et cela sans entrer dans le courant de la *Socio-Economics* (SE) qui est encore plus diversifié, en raison notamment de son interdisciplinarité. Plusieurs ouvrages, dont on ne trouve pas l'équivalent pour la sociologie économique de langue française, donnent un bon aperçu de la diversité de ce renouveau de la sociologie économique de langue anglaise (Smelser and Swedberg, 1994 ; Etzioni et Lawrence, 1991 ; Martinelli et Smelser, 1990 ; Zukin et DiMaggio, 1990 ; Swedberg, 1987).

En raison de cette diversité des courants dans les deux langues, il est possible de réaliser des arrimages virtuels sans pour autant faire disparaître les différences significatives. Ainsi, le MAUSS, en raison de son interdisciplinarité, partage certaines visées avec la Society for the Advancement of Socio-Economics (SASE) bien que cette dernière soit plus hétérogène et moins critique par rapport aux néoclassiques. On peut également trouver de nombreuses affinités et références communes entre les institutionnalistes français et diverses approches anglo-saxonnes que nous appellerions, dans un sens large, institutionnalistes (les néo-institutionnalistes américains, les évolutionnistes et

les néo-corporatistes). De plus, la méthodologie des réseaux en moins, l'approche de certains conventionnalistes présente également de nombreuses affinités avec celle de Granovetter : rationalité limitée, importance des aspects cognitifs, formes de coordination des actions individuelles, etc. Enfin, l'approche de l'économie solidaire demeure plus spécifique au monde francophone, encore que des liaisons pourraient être faites avec plusieurs auteurs qui travaillent sur l'économie informelle (Bagnasco, 1990), le tiers secteur (Vaillancourt, 1996 ; Kendall et Knapp, 1995) et les alternatives dans le domaine de l'économie (Lévesque, 1989).

Ces premières considérations permettent de penser qu'il est fort possible que les convergences soient en définitive aussi importantes, voire plus, que les divergences. Il suffit de penser au retour aux classiques ou encore à la relecture de l'œuvre de Polanyi qui inspirent le renouveau de la sociologie économique dans les deux mondes linguistiques. Cependant, ces deux exemples sont intéressants Pour caractériser les rapports complexes entre ces deux univers puisque au cœur de chacune de ces deux convergences s'inscrit une divergence. Dans le cas des classiques, Gislain et Steiner ont indiqué qu'ils s'opposaient à la lecture de Swedberg qui distingue quatre traditions dans la sociologie économique. Pour eux, les économistes hétérodoxes que sont Pareto et Schumpeter s'inscrivent dans un projet relativement semblable à celui de Weber et Simiand, de constituer « une théorie de l'action économique en réaction à *l'homo æconomicus* » (Gislain et Steiner, 1995, p. 15). De même, l'interprétation que Granovetter fait de Polanyi est passablement différente de celle qu'en font Perret et Roustang et même Laville. Bien qu'il soit très redevable à Polanyi pour sa sociologie économique, Granovetter (1985, 1990, 1992) remet en question l'interprétation de Polanyi en affirmant que ce dernier sur-estime l'encastrement de l'économie dans les sociétés primitives et sous-estime cet encastrement dans les sociétés modernes. Dans ce dernier cas, il montre que le marché, comme les autres institutions économiques, est une construction sociale et qu'il ne saurait fonctionner sans son inscription dans les réseaux et sans une certaine confiance entre les co-échangistes (Granovetter, 1993, 1994). Ce point de vue ne fait d'ailleurs pas l'unanimité au sein des auteurs de langue anglaise (Hingham, 1996).

Par ailleurs, l'inscription institutionnelle différente des disciplines, de même que des trajectoires nationales contrastées, entraînent des différences sur les objets de recherche et notamment sur leur pertinence sociale et la formation de disciplines nouvelles. Ainsi, la sociologie économique de langue française accorde plus d'attention au rôle de l'État, au problème de la régulation socio-économique et aux questions épistémologiques, alors que les contributions de langue anglaise sont plus orientées vers l'étude du marché et des grandes entreprises et de leur réseau. En simplifiant, limitons-nous au cas de la France et à celui des États-Unis. Il apparaît alors clairement que l'inscription institutionnelle des disciplines dans les deux pays est très différente, de même que les rapports entre la sociologie et la science économique. Ainsi, aux États-Unis, les rapports entre la science économique et la sociologie ont été si antagoniques qu'il a fallu attendre les années 1950, avec la contribution de Parsons, Pour qu'il soit possible de parler de sociologie économique (Swedberg, 1987). Dans ce cas, la sociologie économique s'est d'abord construite à partir de l'étude des problèmes sociaux. De plus, ni la sociologie du travail, ni la sociologie des organisations bien que toutes les deux fort importantes (Ingham, 1996), n'ont constitué des lieux qui auraient permis le renouvellement de la sociologie économique. En effet, une demande de recherche provenant principalement des entreprises a entraîné la constitution de ces deux objets d'étude en disciplines relativement autonomes de la sociologie, en l'occurrence les relations industrielles (Dunlop, 1958 ; Doeringer et Piore, 1985) et la science du management pour les organisations (Chanlat, 1989). De plus, dans un cas comme dans l'autre, les économistes ont été sollicités autant sinon plus que les sociologues, surtout à partir des années 1970 (Gomez, 1996 ; Ménard, 1990).

La nouvelle sociologie économique française a été en partie marquée par le fait que le paradigme néoclassique n'a pas été aussi exclusif et dominant en France qu'il ne l'a été dans les pays anglo-saxons (Mingat, 1988, p. 295). On peut constater qu'à la particularité du type de gouvernance étatique de ce pays (la planification indicative), correspond également une tradition de la pensée économique qui plongeait ses racines dans une perspective structuraliste. Par exemple, les thèmes de l'économie nationale ou régionale, industrielle ou appliquée, divergeaient passablement de la théorie pure néoclassique. Des auteurs tels que Perroux (1960 et 1991) ou Marchal (1958) auront pro-

fondément marqué la science économique française en institutionnalisant comme nulle part ailleurs (à l'exception peut-être de l'Allemagne) une pratique de la profession qui enchâssait l'économie dans le cadre social. Cela peut mettre en lumière les raisons de l'emphase mise sur l'État par la nouvelle sociologie économique francophone, à la différence de la NES et la SE qui mettent plutôt l'accent sur le marché. Dans ce contexte également, les sociologies du travail puis des organisations ont pu se développer avec beaucoup de liberté et sans une concurrence de la part des économistes aussi forte qu'aux États-Unis. Par la suite, l'une et l'autre se sont engagées dans une sociologie de l'entreprise et se sont ouvertes à l'analyse du rapport qu'entretiennent l'économie et le social au moment où la régulation étatique est questionnée.

Par ailleurs, nous pouvons nous demander si on n'assiste pas à un mouvement inverse dans le renouveau de la sociologie économique francophone et anglophone. Si notre lecture de Swedberg est correcte, il semble que la NES découvre les rapports sociaux qui avaient été occultés par une approche plus centrée sur l'individu et son action. Par le biais des réseaux et des institutions sociales, l'attention se déplace désormais sur l'inscription de l'action économique au sein des rapports sociaux. Tandis que la nouvelle sociologie économique francophone s'érige contre le structuralisme et le marxisme des années 1960, qui expliquaient l'action à partir des rapports sociaux constitués dans une société donnée. Ce renversement paradigmatique se traduit par le retour de l'histoire, de l'acteur, du sens commun (tournant interprétatif) et des théories de l'action. Bref, le regard méthodologique subit un déplacement inverse : dans la NES anglophone, il adopte le point de vue objectivant d'une théorie des rapports sociaux, tandis que dans son homologue francophone, le point de vue est plutôt celui historique d'une théorie de l'action. La nouvelle sociologie économique francophone porte ainsi son attention sur l'émergence de nouvelles pratiques économiques qui pourraient permettre de dépasser les limites des modes traditionnels de régulation, elle est plus engagée que la NES et la SE qui recherchent l'une et l'autre à bien asseoir leur légitimité scientifique dans un domaine et un pays où les économistes occupent tout l'espace. Ces différences pourraient par ailleurs être moins importantes qu'elles ne le paraissent au regard du projet d'ensemble de renouvellement des approches de l'économie.

Enfin, on peut faire l'hypothèse que le renouveau de la réflexion sur les pratiques économiques auquel nous assistons, tant dans les pays anglo-saxons que de souche francophone, avec les quelques divergences que nous avons identifiées, n'est pas étranger au réveil du projet qui avait été si bien décrit et dénoncé par Polanyi : l'idée du grand marché. En retournant aux classiques, le renouveau actuel s'inspire de ceux qui, à la suite de la première grande dépression des années 1873-1896 (qui exprimait alors la crise du mode de régulation concurrentielle), avaient compris les limites de l'économie politique classique et proposé de nouvelles perspectives théoriques, fondatrices de la sociologie économique (Gislain et Steiner, 1995). Aujourd'hui comme hier, en requestionnant les pratiques et théorisations économiques, la sociologie économique renaît dans un contexte similaire de lente et difficile gestation d'une Grande Transformation. Si tel est le cas, on peut également avancer que les diverses tentatives analysées pourraient contribuer à l'émergence d'un nouveau paradigme d'analyse de l'économie en continuité avec le basculement paradigmatique qui s'est opéré dans l'ensemble des sciences sociales.

*Université du Québec à Montréal
Département de sociologie
CP 8888,
Succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3P8 Canada*

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Aglietta Michel, *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.

Aglietta Michel et Anton Brender, *Les métamorphoses de la société salariale. La France en projet*, Paris, Calmann-Lévy, 1984.

Bagnasco Arnaldo, The Informal Economy, in Alberto Martinelli and Neil J. Smelser (eds), *Economic and Society*, Sage Publications, 1990, pp. 157-174.

Baslé Maurice *et al.*, *Histoire des pensées économiques. Les contemporains*, Paris, Sirey, 1988.

Bélanger Paul R. et Benoît Lévesque, La modernité par les particularismes. Le modèle québécois de développement économique, in Jean-Pierre Dupuis, *Le modèle québécois de développement économique*, Cap-Rouge, Presses Inter-Universitaires, 1995, pp. 115-131.

Bélanger Paul R., Jacques Boucher et Benoît Lévesque, L'économie solidaire au Québec : la question du modèle de développement, in Jean-Louis Laville (sous la dir.), *L'Économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994, pp. 141-175.

Bélanger Paul R., Michel Grant et Benoît Lévesque (sous la dir.), *La modernisation sociale des entreprises*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1994.

Bélanger Paul R. et Benoît Lévesque, La théorie de la régulation, du rapport salarial et du rapport de consommation. Un point de vue sociologique, *Cahiers de recherche sociologique*, no 17, 1991, pp. 17-52.

Bélanger Paul R. et Benoît Lévesque, Éléments théoriques pour une sociologie de l'entreprise : des classiques aux néoclassiques, *Cahiers de recherche sociologique*, nos 18-19, 1992, pp. 55-92.

Bélanger Paul R., Benoît Lévesque, M. Plamondon, *Flexibilité du travail et demande sociale dans les Centres locaux de services communautaires*, Québec, Les Publications du Québec, 1987.

Boillot Jean-Joseph, L'école de la régulation, in Maurice Baslé et al., *Histoire des pensées économiques. Les contemporains*, Paris, Sirey, 1988, pp. 478-510.

Boismenu Gérard et Lizette Jalbert, Configurations institutionnelles et facteurs socio-politiques, in *Cahiers de recherches sociologiques*, no 17, 1991, pp. 199-212.

Boltanski Luc et Laurent Thévenot (éds), Justesse et justice dans le travail, *Cahiers du centre d'études de l'emploi*, no 33, Paris, PUF, 1989.

Boltanski Luc et Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

Boucher Jacques, Les syndicats : de la lutte pour la reconnaissance à la concertation conflictuelle, in Gérard Daigle et Guy Rocher, *le Québec, enjeu. Pour comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, pp. 107-136.

Boyer Robert, Vers une théorie originale des institutions économiques, in Robert Boyer et Yves Saillard (sous la dir.), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1995a.

Boyer Robert, Aux origines de la théorie de la régulation, in Robert Boyer et Yves Saillard (sous la dir.), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1995b.

Boyer Robert, Économie et histoire : vers de nouvelles alliances ?, *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 44, no 6, 1989, pp. 1397-1477.

Boyer Robert et Yves Saillard (sous la dit.), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1995.

Bowles Samuel, David M. Gordon and Thomas E. Weisskopf (eds), *Beyond the Waste Land, A Democratic Alternative to Economic Decline*, New York, Anchor Press/Garden City, 1983 (trad. *L'économie du gaspillage*, Paris, La Découverte, 1986).

Caillé Alain, Présentation, *Revue du MAUSS*, no 7, 1996, pp. 3-21.

Caillé Alain, Ni holisme ni individualisme méthodologique. Marcel Mauss et le paradigme du don, *Revue européenne des sciences sociales*, t. XXXIV, no 105, 1996, pp. 181-224.

Caillé Alain, Les sciences économiques au cœur des sciences sociales, in Richard Swedberg, *Histoire de la sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994, pp. 7-23.

Caillé Alain, Pour une autre économie, *Revue du MAUSS*, no 3, Paris, La Découverte, 1994b.

Caillé Alain, Ce que donner veut dire. Don et intérêt, *Revue du MAUSS*, no 1, Paris, La Découverte, 1993a.

Caillé Alain, Un destin si funeste, la sociologie.... *Société*, no 40, 1993b, pp. 153-156.

Caillé André, Fondements symboliques du revenu de citoyenneté plus active, *La Revue du MAUSS*, no 15-16, 1992, pp. 253-263.

Caillé Alain, *Critique de la raison utilitaire*, Paris, La Découverte, 1989.

Caillé Alain, La sociologie de l'intérêt est-elle intéressante ? (À propos de l'utilisation du paradigme économique en sociologie), *Sociologie du travail*, no 3, 1981, pp. 257-274.

Caillé André, B. Guerrien et A. Insel, Pour une autre économie, *Revue du MAUSS*, semestrielle, no 3, 1994, pp. 3-14.

Castel Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

Chanlat Jean-François, L'analyse sociologique des organisations : un regard sur la production anglo-saxonne contemporaine (1970-1988), *Sociologie du travail*, no 3/89, 1989, pp. 381-400.

Clastres Pierre, *La société contre l'État, recherche d'anthropologie politique*, Paris, Éd. de Minuit, 1974.

Coriat Benjamin, *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Christian Bourgeois Éditeur, 1979.

Delorme Robert et Christine André, *L'État et l'économie, Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France, 1970-1980*, Paris, Seuil, 1983.

Dodier Nicolas, Agir dans plusieurs mondes, *Critique*, 1992, pp. 427-458.

Doeringer Peter B. and Michael Piore, *Internal Labor Market and Manpower Analysis*, New York, M. E. Sharpe Inc., 1985.

Dosse François (1995), *L'empire du sens*, Paris, La Découverte, 1995.

Dunlop John T., *Industrial Relations Systems*, New York, Henry Holt and Co., 1958.

Dupuy J. P., F. Eymard-Duvernay, Olivier Favereau, André Orléan, Robert Salais, et Laurent Thévenot, Introduction, *Revue Économique*, vol. 40, no 2, 1989, pp. 141-145.

Eme Bernard et Jean-Louis Laville (sous la dir.), *Cohésion sociale et emploi*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994.

Enjolras Bernard, *Le marché providence. Aide à domicile, politique sociale et création d'emploi*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995.

Etzioni Amitai and Paul R. Lawrence (eds), *Socio-Economics. Toward a New Synthesis*, New York, M. E. Sharpe, 1991.

Eymard-Duvernay F., Introduction : les entreprises et leurs modèles, *Cahiers du centre d'études de l'emploi*, no 30, 1987, p. v-xxii.

Favereau Olivier (1989), Marchés internes, marchés externes, in *Revue économique*, vol. 40, no 2, 1989, pp. 273-328.

Favreau Louis et Benoît Lévesque, *Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1996.

Favreau Louis et Carol Saucier, Économie sociale et développement économique communautaire : de nouvelles réponses à la crise de l'emploi ?, in *Économie et solidarités*, vol. 28, no 1, 1996, pp. 5-17.

Fournier Marcel, *Marcel Mauss*, Paris, Fayard, 1994.

Freeman Christopher and Carlota Perez, Structural Crises of Adjustment, Business Cycles and Investment Behaviour, in G. Dosi *et al.* (eds), *Technical Change and Economic Theory*, London, Pinter, 1988.

Freitag Michel, La souveraineté : pour un pacte politique, contre l'économisme, *Société*, numéro hors série, été 1995, pp. 1-21.

Freitag Michel, Joseph Schumpeter, l'économie et le développement de la société, *Société*, no 8, 1991, pp. 19-73.

Gadrey Jean, *Services : la productivité en question*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996.

Gadrey Jean, Rapports sociaux de service : une autre régulation, *Revue économique*, no 1, 1990.

Gadrey Jean, *L'économie des services*, Paris, La Découverte, 1992.

Gislain Jean-Jacques et Philippe Steiner, *La sociologie économique 1890-1920*, Paris, PUF, 1995.

Godbout Jacques T. (en collab. avec Alain Caillé), *L'esprit du don*, Paris, La Découverte, 1992.

Godelier Maurice, *L'énigme du don*, Paris, Fayard, 1996.

Gomez Pierre-Yves, *Le gouvernement de l'entreprise. Modèles économiques de l'entreprise et pratiques de gestion*, Paris, Inter-Éditions-Masson, 1996.

Gorz André, *Métamorphoses du travail. Quête du sens. Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, 1988.

Grant Michel, Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque, *Nouvelles formes d'organisation du travail. Études de cas et analyse comparative*, Paris, L'Harmattan, à paraître en 1997.

Granovetter Mark, Les institutions économiques comme constructions sociales : un cadre d'analyse, in André Orléan (sous la dir.), *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF, 1995, pp. 79-94.

Granovetter Mark, The Nature of Economic Relationships, in Richard Swedberg (ed.), *Explorations in Economic Sociology*, New York, Russell Sage Foundation, 1993, pp. 3-41.

Granovetter Mark, Problems of Explanation in Economic Sociology, in Natin Nohria and Robert G. Eccles (eds), *Networks and Organizations : Structure, Form, and Action*, Boston, Harvard Business School Press, 1992, pp. 25-56.

Granovetter Mark, The Old and the New Economic Sociology : A History and an Agenda, in Roger Friedland Roger and A. F. Robert-

son (eds), *Beyond the Marketplace : Rethinking Economy and Society*, New York, Aldine de Gruyter, 1990, pp. 89-112.

Granovetter Mark, Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness, *American Journal of Sociology*, no 91, November 1985, pp. 481-510.

Ingham Geoffrey, Critical Survey. Some Recent Changes in the Relationship Between Economics and Sociology, *Cambridge Journal of Economics*, no 20, 1996, pp. 243-275.

Kendall Jeremy and Martin Knapp, A Loose and Baggy Monster : Boundaries, Definitions and Typologies, in J. D. Smith, C. Rochester and R. Dedley (eds), *An Introduction to the Voluntary Sector*, London and New York, Routledge, 1995.

Knight F., *Risk, Uncertainty and Profit*, New York and Boston, Houghton Mifflin Company, 1921.

Lapointe Paul-André et Paul R. Bélanger, La participation du syndicalisme à la modernisation sociale des entreprises, in G. Murray, M.-L. Morin et I. Da Costa, *L'État des relations professionnelles : traditions et perspectives de recherche*, Québec, Les Presses de l'Université Laval et Octares Editions, 1996, pp. 284-310.

Laville Jean-Louis, L'économie solidaire : une nouvelle forme d'économie sociale ?, *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*, no 255, 1995, pp. 70-80.

Laville Jean-Louis (sous la dir.), *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994.

Laville Jean-Louis, *Les services de proximité en Europe*, Paris, Syros, 1992.

Lévesque Benoît, L'institutionnalisation et le financement de l'économie solidaire au Québec, in *Coopératives et développement*, vol. 26, no 2, 1995, pp. 83-104.

Lévesque Benoît, Repenser l'économie pour contrer l'exclusion sociale : de l'utopie à la nécessité in Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque, *Contre l'exclusion, repenser l'économie*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1995a, pp. 17-44.

Lévi-Strauss Claude, Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss, in Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1995, pp. IX-LII.

Lipietz Alain, *Choisir l'audace. Une alternative pour le XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 1989.

Lipietz, Alain, *Accumulation, crises et sorties de crise : quelques réflexions méthodologiques autour de la notion de régulation*, Paris, (CEPREMAP, no 8409), 1984.

Livet Pierre et Laurent Thévenot, Les catégories de l'action collective, in André Orléan (sous la dir.), *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF, 1994, pp. 139-167.

Marchal Jean, *La Répartition du Revenu National*, Paris, Éditions Génin, Librairie Médicis, 1958.

Martinelli Alberto and Neil J. Smelser (eds), *Economy and Society. Overviews in Economic Sociology*, London, Newbury and New Delhi, Sage Publications, 1990.

MAUSS, En guise d'éditorial et déclaration d'intentions, *Bulletin du MAUSS*, no 1, 1982, pp. 1-14.

MAUSS, La nouvelle série du MAUSS, *Revue du MAUSS*, no 1, 1993, pp. 3-4.

Mauss Marcel, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1995. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Méda Dominique, *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier, 1995.

Ménard Claude, *L'économie des organisations*, Paris, La Découverte, 1990.

Mingat Alain, Économie et sociologie. Une typologie, *Revue économique*, no 1, 1988, pp. 293-295.

Orléan André (sous la dir.), *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF, 1994a.

Orléan André, Pour une approche cognitive des conventions économiques, *Revue économique*, vol. 40, no 2, 1989, p. 241-272.

Orléan André, Le rôle des conventions dans la logique monétaire, in Robert Salais et Laurent Thévenot (éds), *Le travail : marchés, règles, conventions*,

Paris, Économica-INSEE, 1986.

Perret Bernard et Guy Roustang, *L'économie contre la société*, Paris, Le Seuil, 1993.

Perroux François, *Économie et société*, Paris, PUF, 1960.

Perroux François, *L'économie du XXe siècle, t. V : Théorie générale : les concepts*, Grenoble, PUG, 1991 (1re éd., 1961).

Polanyi Karl, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983 (1re éd., 1944).

Piette Albert, Entretien avec Luc Boltanski : Y a-t-il une nouvelle sociologie française ?, *Recherches sociologiques*, no 2, 1994, pp. 87-99.

Reynaud Jean-Daniel, *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*, Paris, Armand Colin, 1989.

Rosanvallon Pierre, *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Seuil, 1995.

Rosanvallon, Pierre, *La crise de l'État-providence*, Paris, Seuil, 1981.

Roustang Guy, Bernard Eme, Jean-Louis Laville, Daniel Mothé et Bernard Perret, *Vers un nouveau contrat social*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996.

Salais Robert et Michael Storper, *Les mondes de production. Enquête sur l'identité économique de la France*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1993.

Salais Robert, L'analyse économique des conventions du travail, *Revue économique*, vol. 40, no 2, 1989, pp. 199-240.

Simon H. A., *Models of Man, Social and Rational*, New York, Wiley, 1957.

Smelser Neil J. and Richard Swedberg (eds), *Handbook of Economic Sociology*,

New York, Princeton University Press and Russell Sage Foundation, 1994.

Steiner Philippe, Le fait social économique chez Durkheim, *Revue française de sociologie*, vol. XXXIII, 1992, pp. 641-661.

Swedberg Richard, *Histoire de la sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994.

Swedberg Richard, Economic Sociology : Past and Present, *Current Sociology*, vol. 35, pp. 1-222.

Théret Bruno (sous la dir.), *L'état, la finance et le social*, Paris, La Découverte, 1995.

Théret Bruno, *Régimes économiques de l'ordre politique. Esquisse d'une théorie régulationniste des limites de l'État*, Paris, PUF, 1992.

Thévenot Laurent, Nouvelles figures du compromis, in Bernard Erne et Jean-Louis Laville, *Cohésion sociale et emploi*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994, pp. 247-255.

Thévenot Laurent, Un pluralisme sans relativisme ? Théories et pratiques du sens de la justice, in J. Affichard et J. B. de Foucauld (sous la dir.), *Justice sociale et inégalités*, Paris, Éd. Esprit, 1992.

Touraine Alain, Production de la société, Paris, Seuil, 1973.

Vaillancourt Yves, Sortir de l'alternative entre privatisation et étatisation dans la santé et les services sociaux, in Bernard Erne, Jean-Louis Laville, Louis Favreau et Yves Vaillancourt (sous la dir.), *Société civile, État et Économie plurielle*, Montréal, Hull et Paris, Université du Québec et CNRS, 1996, pp. 147-224.

Vienney Claude, *L'économie sociale*, Paris, La Découverte, 1994.

Zukin Sharon and Paul DiMaggio (eds), *Structure of Capital : The Social Organization of the Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

Fin du texte